

Environnement de sécurité 2021-2030

David Crikemans (*UAntwerpen & KU Leuven*)

Cind Du Bois (*KMS*)

Joseph Henrotin (*CAPRI & ISC*)

Colonel Eric Kalajzic (*IRSD*)

Alexander Mattelaer (*VUB & Institut Egmont*)

Delphine Resteigne (*ERM & UMons*)

Tanguy Struye de Swielande (*UCLouvain*)

Dorothee Vandamme (*UMons & UCLouvain*)

Caroline Zickgraf (Ed.) (*ULiège*)



**INSTITUT ROYAL
SUPERIEUR**
150 ans *think tank*
de **DÉFENSE**



UCLouvain

Juin 2021



LA DÉFENSE

Table des matières

| | |
|--|----|
| Résumé | 1 |
| 1. Forces structurelles mondiales | 2 |
| 2. Un espace de sécurité de plus en plus contesté | 7 |
| 3. La concurrence entre grandes puissances et la perspective d'une guerre entre grandes puissances | 12 |
| 4. Environnements régionaux instables | 14 |
| Conclusion | 21 |

Résumé

Depuis la Vision stratégique de 2016, l'environnement sécuritaire n'a cessé de se détériorer, tant au niveau systémique que régional, confirmant la volatilité du contexte stratégique contemporain. Cela nécessite de dépasser les événements individuels et ponctuels pour identifier, comprendre et analyser les tendances à moyen terme.

Avoir une Belgique sûre et sécurisée signifie l'absence de guerre ou de conflit violent, ou de toute autre menace pour l'existence même de la Belgique et ses intérêts vitaux et stratégiques. Contrairement à la croyance populaire, ces types de menaces n'ont pas été éliminés de notre environnement de sécurité. Le système d'alliances de défense et les relations de plus en plus conflictuelles entre les grandes puissances dans la politique mondiale contemporaine rendent la sécurité politico-militaire non seulement pertinente, mais véritablement vitale à prendre en compte. La menace de guerre entre États, y compris au niveau mondial, est réelle et résulte de multiples facteurs interdépendants.

Pourtant, cette conception de la sécurité, bien que fondamentale, est trop étroite pour comprendre et saisir pleinement ce qu'est réellement la sécurité ou les formes que peuvent prendre les menaces à la sécurité. Les forces structurelles qui façonnent notre environnement international posent des défis à notre sécurité sous de nombreuses formes et à des degrés d'ampleur différents. Notre sécurité en tant que pays est liée, entre autres, à une économie stable et prospère, à des institutions politiques stables et fonctionnelles, à une société cohésive et unifiée et à un environnement stable et non menaçant. Avec la diminution significative des conflits entre États depuis les années 1990 et l'augmentation des menaces non traditionnelles pour la sécurité, notre attention s'est progressivement étendue à d'autres types de questions de sécurité. Ils revêtent souvent une nature transnationale et sont définis en termes politiques ou socio-économiques. Certains événements ou phénomènes provoquent une instabilité politique ou sociale, devenant ainsi des menaces pour la sécurité (changement climatique, pénurie de ressources) et affectant la population au niveau individuel et sociétal. En effet, nous avons dépassé une compréhension sectorielle ou étroite de la sécurité et reconnaissons désormais que la sécurité est transsectorielle, en ce sens qu'une menace pesant sur un secteur peut s'étendre à d'autres secteurs ; la sécurité ne peut être isolée à un seul niveau.

Cette double perspective de la sécurité, avec des questions traditionnelles et non traditionnelles formant notre environnement de sécurité, sera la clé pour sécuriser la Belgique au cours de la prochaine décennie et pour se préparer aux menaces connues et inconnues. En abordant ces questions, nous voulons atteindre un niveau de préparation qui soit à la hauteur des multiples menaces auxquelles l'État belge et ses citoyens sont confrontés. Nous pouvons également chercher à protéger des individus ou des groupes sociaux de tout préjudice et à protéger ce que nous apprécions et considérons comme essentiel en tant que Belges, qu'il s'agisse d'éléments matériels (tels que notre économie ou nos infrastructures énergétiques) ou immatériels (tels que notre mode de vie ou notre droit politique à l'autodétermination).

Dans cet environnement, l'État et son appareil de défense restent le fournisseur et le garant ultime de la sécurité. Les traités de l'UE et de l'OTAN soulignent l'idée que *l'entraide* et *l'assistance mutuelle* vont de pair. Étant donné que la garantie de la sécurité extérieure est le cœur de métier des forces armées et que la vision stratégique de la défense belge est déterminée et façonnée par l'environnement de sécurité du pays, il est essentiel d'avoir une compréhension complète, précise et exacte de ce qu'est notre contexte.

À cette fin, nous examinons (1) les forces structurelles mondiales, (2) la contestation active de l'espace de sécurité, (3) le risque de guerre entre grandes puissances et (4) les différents environnements régionaux instables. Dans la conclusion, nous soulignons les différentes priorités pertinentes pour la Défense belge, plus particulièrement la nécessité de se préparer aux conflits de haute intensité, la menace de la polarisation sociétale et l'impact des technologies disruptives.

1. Forces structurelles mondiales

Des tendances intersectorielles structurent l'environnement mondial de la sécurité. Ces tendances façonnent notre contexte stratégique en exacerbant et en intensifiant les insécurités existantes ou en en créant de nouvelles. La pandémie de COVID-19 a illustré la nature perturbatrice de ces forces structurelles et leur impact sur l'environnement sécuritaire de la Belgique. Ces problèmes ne peuvent être résolus qu'au moyen d'une action collective et d'une coopération avec nos partenaires et alliés, ce qui exige de la Belgique une prise de conscience, un engagement, un investissement et une fiabilité dans notre paysage sécuritaire.

Ces forces structurelles - les tendances environnementales et le changement climatique, la démographie et les migrations, la stabilité et la prospérité économiques, les ressources et l'énergie, et les technologies perturbatrices - sous-tendent notre environnement de sécurité pour les décennies à venir. Plus que leur évolution individuelle, c'est *l'intersection* de ces forces qui aura un impact profond sur notre environnement de sécurité. Il est donc essentiel que nous comprenions toute l'ampleur de ces interactions et que nous nous y préparions. Le **développement de technologies disruptives** remodèle tous les aspects de notre vie quotidienne, accroît nos besoins en ressources et en énergie, sous-tend et accélère toutes les autres tendances. Notre **développement économique et notre prospérité** dépendent de notre environnement direct et de notre capacité à opérer dans un contexte stable et prévisible. Pourtant, **le changement climatique et les dégradations environnementales** érodent la sécurité humaine et exacerbent les conflits existants, provoquant ainsi des chocs dans le système international, contribuant aux **migrations** internes et internationales. À son tour, la **croissance de la population mondiale** nécessite de plus en plus de **ressources et d'énergie**, a un impact négatif sur le changement climatique et accélère la crise climatique. Le **risque de maladies infectieuses** et de leur propagation mondiale est accéléré par ces deux forces, mais il sera atténué par les progrès technologiques. Dans le même temps, la sécurisation de nos besoins croissants en ressources et en énergie et le fait que nous soutenions le rythme du développement technologique peuvent entraîner une dégradation de l'environnement, aggravant ainsi la crise climatique. Pourtant, l'accès aux ressources, à l'énergie et aux technologies est fondamental pour notre développement économique et notre prospérité.

Forces environnementales et changement climatique

L'urgence climatique représente un danger structurel, voire existentiel, et érode la sécurité humaine. Les dégradations environnementales menacent les moyens de subsistance et le mode de vie des populations du monde entier, y compris en Europe. En tant que multiplicateur de menaces, le changement climatique exacerbe les vulnérabilités existantes, y compris l'instabilité politique, et a le potentiel d'affecter négativement l'environnement sécuritaire et les intérêts de la Belgique, tant sur son territoire qu'à l'étranger. Le changement climatique déclenchera des conflits de répartition nationaux et internationaux et intensifiera des problèmes déjà difficiles à gérer, tels que la déliquescence de l'État, l'érosion de l'ordre social et la montée de la violence. En Belgique, les impacts du changement climatique (avec des degrés de certitude variables) comprennent, entre autres, les vagues de chaleur, la perturbation des écosystèmes, la perte éventuelle de forêts, l'augmentation des précipitations, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et les inondations. Les impacts de ces changements vont bien au-delà de l'environnement physique ; ils s'étendent au paysage économique, politique, social et sécuritaire belge. L'augmentation du nombre de catastrophes en Belgique, par exemple, nécessitera une planification de la réponse aux catastrophes, qui pourra impliquer le soutien des forces armées. Dans un monde hautement globalisé, les effets du changement climatique peuvent avoir des répercussions transfrontalières, voire transcontinentales. La Belgique est donc non seulement exposée aux effets régionaux d'un changement climatique, mais également à ceux qui se matérialisent dans les régions voisines et dans les régions où la Belgique possède des intérêts stratégiques ou opérationnels. Les effets du changement climatique qui se produisent en dehors de l'Europe, ainsi que les réponses à ces effets, peuvent se répercuter en cascade sur la Belgique et interagir avec les principaux défis actuels et futurs auxquels la société belge est confrontée, tels que la sécurité énergétique, les tensions sociopolitiques, la polarisation, l'augmentation des inégalités, les conflits et l'évolution des

menaces pour la sécurité. Si elles ne sont pas prises en compte et préparées, elles peuvent se répercuter sur les relations de sécurité, le commerce international, les marchés financiers, l'aide internationale et les opérations militaires, ainsi que sur les migrations.

Les opérations expéditionnaires entreprises dans les zones vulnérables au climat peuvent être directement affectées par les effets du changement climatique (par exemple, sur les équipements et les technologies), et par les effets indirects du changement climatique sur les menaces locales, nationales et régionales pour la sécurité (par exemple, les conflits frontaliers, les tensions sur l'approvisionnement en énergie, la fragilité et la radicalisation). Ces impacts déstabilisent encore davantage des structures de gouvernance fragiles et surdimensionnées, aux prises avec des conflits, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les pénuries d'eau et le sous-développement. Les effets du changement climatique fournissent également des outils de recrutement aux groupes djihadistes, étant donné que la variabilité du climat, la pauvreté et l'insécurité leur permettent de recruter dans les zones rurales. De plus, le changement climatique alimente la concurrence pour les ressources entre les groupes ethniques et les moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles, une préoccupation sécuritaire qui s'étend bien au-delà du Sahel. La sécheresse et la désertification, par exemple, obligent les éleveurs à changer d'itinéraire à la recherche de pâturages et d'un accès à l'eau, ce qui peut entraîner des frictions avec les communautés hôtes au sujet des ressources naturelles rares et, finalement, des violences.

Avec les conséquences toujours plus importantes de la mondialisation des échanges, de la mobilité humaine, de la déforestation, de l'agriculture extensive, du changement climatique, de l'urbanisation, de la densité de population dans un espace limité, des migrations, le nombre, la fréquence et la diversité des pandémies et des maladies infectieuses vont continuer à augmenter. La Belgique est, à l'instar du reste du monde, vulnérable et relativement peu préparée à ces menaces biologiques naturelles. Les effets sur notre vie quotidienne, nos sociétés, la santé publique, le bien-être, les activités économiques, la sécurité humaine et même notre sécurité nationale sont importants, même avec les progrès de la recherche et de la biotechnologie. Le rapport d'experts de la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), publié le 29 octobre 2020, souligne que la crise actuelle du COVID-19, qui trouve son origine dans des agents pathogènes transmis par les animaux, et les précédentes pandémies sanitaires mondiales ont toutes un point commun : leur apparition est entièrement due aux activités humaines. Les changements dans l'utilisation des sols, l'expansion et l'intensification de l'agriculture ainsi que le commerce et la consommation d'animaux sauvages perturbent les écosystèmes, favorisent la proximité entre les humains et les animaux sauvages, le bétail et les humains et donc avec les agents pathogènes qu'ils transportent. Le rapport prévient que les futures pandémies se produiront plus souvent, se propageront plus rapidement, feront plus de dégâts à l'économie mondiale et tueront plus de personnes que le COVID-19, sauf si l'approche globale de la lutte contre les maladies infectieuses est révisée, passant de la réaction à la prévention.

Ressources et énergie

Notre prospérité économique dépend fortement de l'accès aux ressources. Le changement climatique et la transition énergétique vers les énergies renouvelables comportent des risques pour la sécurité qu'il convient de combattre afin de garantir notre stabilité économique et commerciale. Dans le paysage actuel, le stockage des énergies renouvelables souffre d'un manque de capacité. Entre-temps, des pays prennent des engagements pour réduire leurs émissions de CO₂. En conséquence, de nombreux gouvernements modifient leurs combinaisons énergétiques respectives. Au cours de la prochaine décennie, l'importance relative du pétrole conventionnel diminuera, ce qui provoquera des crises dans les modèles économiques des producteurs traditionnels de pétrole, tels que les pays du Moyen-Orient, et entraînera une instabilité sociétale. Le gaz naturel gagnera en importance relative en tant que « combustible de transition » vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables. En Europe, les politiques énergétiques ont rendu certains pays plus dépendants de la Russie (par exemple, l'Allemagne). La diversification énergétique, une compétence clé du gouvernement fédéral, reste essentielle pour la position géo-économique et géostratégique de la

Belgique. Une source supplémentaire de gisements alternatifs de gaz naturel est en train d'être découverte en Méditerranée orientale, ce qui entraînera, à l'horizon 2030, des crises entre les puissances (extra)régionales au sujet du gaz naturel, impliquant des pays comme la Turquie, la Grèce, Chypre, Israël, la Russie, les États-Unis, la France, l'Italie et l'Iran. L'électrification des transports dans l'UE va modifier les dépendances de l'Europe à l'horizon 2030 et au-delà. Des problèmes de pénurie et d'approvisionnement pourraient apparaître pour des ressources clés telles que le nickel, le cobalt, le cuivre, l'argent, le scandium, le lithium et les matières rares de la terre. La quatrième révolution industrielle (technologique) crée de nouvelles dépendances vis-à-vis des sources d'énergie (énergies renouvelables, batteries....), ainsi que des matières premières qui sous-tendent leur production. Que ce soit pour les terres rares ou d'autres minéraux (lithium, cobalt, coltan, par exemple) mais aussi pour le pétrole, le charbon, le gaz ou les énergies renouvelables, la concurrence mondiale accrue aura des effets déstabilisants dans certaines régions d'Afrique, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. L'exploration, et bientôt l'exploitation sous-marine (forage en eaux profondes), et l'exploitation de l'espace, deviendront des éléments centraux de la concurrence économique et politique avec les moyens militaires. Des tensions et des guerres pour les ressources sont à prévoir d'ici 2030. L'avenir des énergies renouvelables comporte également des dangers de dépendance de la Belgique vis-à-vis des technologies étrangères - et des technologies chinoises en particulier. La sécurité économique et la défense fusionneront encore davantage à l'approche de l'horizon 2030, lorsque le changement fondamental de notre bouquet énergétique et ses conséquences géostratégiques deviendront plus évidents.

Démographie et migration

Le développement humain et les tendances démographiques façonneront notre environnement de sécurité. La pauvreté croissante, le mécontentement à l'égard du développement socio-économique, l'urbanisation rapide, le vieillissement de la population dans les pays développés, l'explosion des cohortes de jeunes dans les pays en développement qui ne disposent pas des infrastructures ou du marché de l'emploi pour les absorber et les inégalités socio-économiques croissantes provoqueront l'instabilité et entraîneront l'insécurité, les tensions et les mouvements migratoires. L'incapacité de l'UE à concevoir et à mettre en œuvre des politiques efficaces de gestion des migrations, ¹la fragilité nouvelle ou croissante des États au cours de la prochaine décennie, l'incapacité à améliorer et à maintenir la cohésion sociétale et l'utilisation de la migration comme outil discursif de polarisation figurent parmi les principales menaces dues aux forces démographiques. La relation entre la migration et la sécurité est complexe et indirecte ; toutefois, deux dimensions principales peuvent être identifiées : la sécurité dans la région d'origine qui pousse à l'émigration et au déplacement, et les questions de sécurité dans les destinations qui sont alimentées par des « menaces » réelles ou perçues. Dans le premier cas, la fragilité au-delà des frontières de la Belgique menacera les intérêts vitaux en augmentant le risque de conflit. Les conflits peuvent alors créer les conditions favorables aux groupes terroristes, au crime organisé et aux migrations de masse. Bien que les migrations de masse² se traduisent alors souvent par des mouvements internes ou transfrontaliers, lorsque des régions entières sont confrontées à des menaces multiples et cumulées, notamment des conflits, de faibles possibilités de subsistance pour les jeunes, la pauvreté, les effets du changement climatique et une croissance démographique non gérée, ces flux peuvent atteindre le territoire belge, en particulier en l'absence d'une gestion coordonnée des migrations et d'un contrôle des frontières par l'UE.

En dépit de la baisse du nombre d'arrivées en Méditerranée, rien ne prouve que ces flux migratoires servent de relais aux terroristes et aux extrémistes ; pourtant, l'utilisation de la migration comme outil de polarisation en Belgique présente sa propre menace pour la sécurité. La perception des migrants, en provenance de certaines régions comme la Syrie, l'Afghanistan, la Libye ou le Sahel, comme une menace pour la sécurité,

¹ La Belgique n'est pas confrontée aux mêmes pressions migratoires que les pays situés à la périphérie de l'UE (Italie, Grèce, Espagne), mais le protocole de libre circulation de la zone Schengen signifie que la Belgique peut encore être affectée par la migration irrégulière vers les côtes méridionales de l'Europe (même si la plupart des migrations irrégulières résultent du dépassement de la durée des visas plutôt que de l'entrée irrégulière).

² Y compris les flux mixtes de mouvements plus forcés (réfugiés) et plus volontaires (migrants).

peut créer des tensions politiques internes et alimenter les discours xénophobes. À leur tour, ces derniers génèrent un double effet : premièrement, ils augmentent le soutien aux mouvements populistes-nationalistes, contribuant ainsi à la fragmentation sociale et à l'affaiblissement de notre démocratie. Deuxièmement, ils contribuent à des attaques coordonnées ou isolées contre les immigrés, comme celles qui ont eu lieu à Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Par conséquent, plutôt que la migration elle-même, la véritable menace pour les intérêts vitaux belges réside dans la polarisation autour de la migration, qui menace la cohésion sociale et exacerbe les discours extrémistes. Toutefois, les discours xénophobes, la discrimination et les attaques contre les immigrants peuvent être exploités par des groupes extrémistes externes comme outils de recrutement parmi les citoyens belges issus de l'immigration, élargissant ainsi leurs réseaux internationaux et créant des cellules terroristes sur le sol national.

Stabilité et prospérité économiques

Protéger notre système économique et garantir la prospérité du peuple belge sont des tâches essentielles de l'État. Les forces structurelles ont un effet tant direct qu'indirect sur notre stabilité économique et perturbent la continuité de l'emploi. Notre stabilité et notre prospérité économiques sont directement affectées par des forces structurelles et y sont vulnérables. La crise du COVID-19 a affaibli les économies du monde entier ; la tendance à la baisse de la croissance économique est bien documentée par le FMI, l'OCDE ou l'UE.³ Le PIB de la Belgique devrait se redresser d'ici 2022/2023⁴, tandis que d'autres pays se rétabliront beaucoup plus rapidement. Mesurée en USD à prix constants et en parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2010, la Chine dépasse déjà les États-Unis comme première économie mondiale et l'Inde devrait dépasser les États-Unis en 2036.⁵ Comme ces pays asiatiques dépassent la croissance occidentale en termes absolus, ils s'accapareront également une part plus importante de l'économie mondiale. Les prochaines années se caractériseront donc par un déplacement du pouvoir économique vers l'Asie, avec des conséquences majeures pour l'équilibre du pouvoir politique et militaire. Ce glissement doit être accueilli avec prudence par la Belgique, en particulier en ce qui concerne les investissements directs étrangers. Préserver l'ouverture tout en protégeant nos actifs essentiels et nos secteurs stratégiques n'est possible qu'en filtrant les IDE entrants. De plus, les pays étrangers acquièrent des connaissances et des technologies par d'autres moyens, par exemple via des collaborations de recherche. Des pays comme la Russie et la Chine utilisent des moyens illégaux, entre autres l'espionnage économique. La technologie étant un moteur important de la croissance économique, la protection du potentiel scientifique jouera un rôle de plus en plus fondamental.

L'augmentation de la dette publique, aggravée par les plans de relance économique post-COVID-19, constituera un fardeau pour nos générations futures et pourrait les exposer à une hausse des taux d'intérêt susceptible d'entraver la croissance économique à plus long terme. La montée du protectionnisme et du nationalisme dans les politiques économiques du monde entier risque d'entraver les flux de marchandises, de services, de capitaux et de personnes. L'architecture économique et commerciale ouverte et mondialisée de la Belgique rend le pays vulnérable à ces politiques. De plus, étant donné la structure de notre économie orientée vers l'exportation, les lignes de communications maritimes (SLOC) resteront essentielles pour le commerce mondial, puisque 80 à 90 % du commerce mondial continuera à être transporté par voie maritime. L'incident du porte-conteneurs *Ever Given* (Evergreen) en mars 2021, qui s'est échoué dans le canal de Suez et a bloqué le trafic maritime, est un rappel utile que nos économies sont dépendantes de la mer. Outre ce type d'accidents, nous devons tenir compte de la possibilité de telles perturbations délibérées à l'avenir, notamment dans les passages stratégiques étroits pour l'économie mondiale tels que le Canal de Panama, le Détroit d'Ormuz ou certaines parties du Détroit de Malacca. Les développements technologiques tels que la technologie militaire autonome ou les mines rendront notre système économique encore plus vulnérable

³OCDE (2021), *Une reprise hors du commun*, Perspectives économiques de l'OCDE, rapport intermédiaire, mars 2021 ; FMI (2021), *Perspectives de l'économie mondiale : Policy support and vaccines expected to lift activity*, janvier 2021 ; CE (2020), *European Economic Forecast : autumn 2020*, Institutional paper 136, novembre 2020.

⁴BNB (2020), Projections économiques pour la Belgique - automne 2020, *Economisch Tijdschrift*, 19 p.

⁵OCDE (2021), Prévision à long terme du PIB réel (indicateur). doi : 10.1787/d927bc18-fr (Consulté le 9 mars 2021). En 2020, le PIB de ces pays s'élevait à 10 074 milliards de dollars (Inde), 18 587 milliards de dollars (États-Unis) et 24 896 milliards de dollars (Chine).

dans un avenir proche. Enfin, l'expansion d'entreprises puissantes (GAFAnomics ou BATXnomics⁶) continuera de remodeler l'architecture de l'économie et du commerce mondiaux, fragmentant davantage l'environnement commercial international.

Technologies perturbatrices

En filigrane de ces tendances, les développements technologiques remodelent la plupart des aspects de notre vie quotidienne, offrant des opportunités et générant des menaces pour notre environnement de sécurité. Les évolutions technologiques ouvrent des perspectives qui nous aideront à lutter contre le changement climatique, à combattre les maladies infectieuses ou à nous orienter vers les énergies renouvelables. Pourtant, la technologie est également une force perturbatrice, qui crée de nouvelles tensions et exacerbe les tensions existantes. La concurrence mondiale pour les ressources et le leadership technologique deviendra féroce et inclura les ressources militaires. Le niveau de pénétration de la technologie dans tous les aspects de notre vie signifie que la GAFAnomique/BATXnomique deviendra l'une des principales tendances d'ici 2030 et se caractérisera par une forte concentration du savoir-faire, des chaînes d'approvisionnement et des ressources économiques. Le passage du pouvoir non seulement au niveau mondial, mais également à ces acteurs non étatiques aura des répercussions considérables sur la sécurité et placera un niveau sans précédent de pouvoir politique et économique entre les mains des entreprises concernées.

La vie privée et la sécurité sont devenues les deux pierres angulaires des technologies perturbatrices. L'augmentation exponentielle du développement technologique crée une situation dans laquelle l'intelligence artificielle et l'informatique quantique constituent des éléments clés de ces technologies perturbatrices, car le cyberenvironnement gagne en complexité et en rapidité et ne peut être directement géré par l'homme. La sécurité de nos données et de nos identités numériques restera primordiale d'ici 2030, alors que le monde est de plus en plus hyperconnecté grâce au réseau 5G et à l'Internet des objets.

Les menaces numériques (dans lesquelles des écosystèmes numériques concurrents fracturent nos chaînes d'approvisionnement, nos réseaux de données, la conscience sociétale des défis sociaux et politiques, et notre mode de vie même) ne feront que s'accroître au cours de la prochaine décennie et rendront nos sociétés de plus en plus vulnérables. L'approche fragmentée de la Belgique en matière de technologies la rend vulnérable à leurs aspects perturbateurs, surtout face à l'approche intégrée de nos adversaires. Notre environnement de sécurité sera façonné par ceux qui mènent la concurrence dans le domaine des technologies avancées, de la collecte, de la gestion et du stockage des données, et qui contrôlent les chaînes d'approvisionnement. Étant donné qu'il n'existe aucune politique homogène au niveau de l'UE, cela aura sans aucun doute des conséquences sur les questions de défense tant au niveau européen qu'au niveau de l'OTAN, notamment en termes de partage d'informations et d'interopérabilité.

⁶ GAFAnomics : Google, Amazon, Facebook et Apple - BATXnomics : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi.

2. Un espace de sécurité de plus en plus contesté

Ces forces structurelles sous-tendent des défis et des perturbations croissants qui remettent en question l'ordre traditionnel existant, mis en place pour garantir notre sécurité et notre stabilité. Ils augmentent les capacités perturbatrices des tendances transnationales qui exposent le système international fondé sur des règles à une contestation et à un défi croissants. Le multilatéralisme s'érode et se fragmente, à mesure que la Russie, la Chine ou l'Iran, entre autres, se redressent et remettent en question l'ordre fondé sur des règles sur lequel repose la sécurité de la Belgique. Cela mènera à une impasse au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, érodant la place du multilatéralisme en tant que mécanisme de gestion des crises et des conflits. Outre les concurrents et les adversaires étatiques, les acteurs non étatiques sont désormais à l'origine d'une part plus importante des problèmes liés à la sécurité.

Retrait des démocraties et polarisation sociale

L'éclatement de l'ordre international fondé sur des règles, la diminution du nombre de démocraties et le renforcement des régimes autoritaires ont le potentiel de paralyser la coopération multilatérale et les institutions internationales, sans lesquelles les défis mondiaux ne peuvent être résolus. De nouveaux pôles de pouvoir, ainsi qu'un nombre croissant d'acteurs non étatiques, tentent de redéfinir leur rôle au sein du système actuel de gouvernance mondiale. De plus, la dégradation de la démocratie occidentale, y compris en Belgique, et la progression de l'autoritarisme pourraient entraîner une paralysie politique au niveau national, de l'UE ou de l'OTAN, une crise économique, voire des troubles intérieurs. Comme les inégalités continueront de s'accroître dans notre société, entraînant des mécontentements sociaux et politiques, les gouvernements pourraient éprouver des difficultés à satisfaire les demandes de sécurité et de prospérité de leurs populations. Les puissances extérieures n'hésiteront pas à exploiter ces forces pour accroître la polarisation intérieure et favoriser leurs intérêts.

Contestation par les États de l'ordre fondé sur des règles

Même si aucune confrontation militaire directe avec la Belgique ou ses alliés n'a été à déplorer au 21^e siècle, la Russie, la Chine et d'autres contestataires font usage de moyens hybrides, tels que les tactiques de guérilla, le terrorisme, la pression économique, la guerre de l'information, les cyberattaques, la paramilitarisation et la guerre juridique (réinterprétation des normes et des standards), pour affaiblir l'Occident. Ce faisant, ils restent en deçà du seuil de la guerre réelle afin de produire leur effet stratégique tout en empêchant l'activation du *jus ad bellum*. Cette approche atténue la limite entre la paix et la guerre, que nous avons fini par adopter comme compréhension de base des relations interétatiques. La Belgique doit s'attendre à ce que des adversaires potentiels aient davantage recours à cette forme de guerre, accessible et peu coûteuse, soit en appui à des opérations militaires plus conventionnelles, soit de manière autonome pour défendre leurs intérêts.

Environnement de cybersécurité

Plus de deux millions de cyberattaques sont lancées chaque jour dans le monde⁷, et ce nombre augmentera d'ici 2030. En dépit des exemples récents de cyberattaques⁸, les investissements en Belgique pour protéger nos infrastructures et nos logiciels restent insuffisants ; non seulement une cyberattaque bien orchestrée et précisément ciblée pourrait paralyser notre société, mais le cyberespionnage permettrait également de voler

⁷ Voir le site Internet Threat Map Checkpoint.

⁸ Au mois de novembre 2019, les téléphones et les ordinateurs des membres de la mission économique belge en voyage à Pékin et à Shanghai ont été piratés ; En décembre 2020, le logiciel SolarWinds a été utilisé pour attaquer de nombreuses agences, institutions, entreprises dans le monde entier par le biais d'Exchange 2021, exposant plus de 1200 entreprises belges. Au mois de mai 2021, une cyberattaque coordonnée a été menée contre le fournisseur de services Internet Belnet. Dans son rapport 2020 sur la criminalité sur Internet, le FBI classe la Belgique comme le 11^e État le plus susceptible d'être victime de cyberattaques.

des brevets, des recherches ou des informations personnelles. En outre, la question de l'attribution pose un problème majeur. Le fait de ne pas connaître l'identité d'un agresseur rend extrêmement difficile l'élaboration d'une réponse appropriée, légitime, légale et proportionnée - quatre critères fondamentaux du droit à la légitime défense. Les cyberattaques peuvent être de plus en plus orchestrées par des acteurs étatiques et non étatiques. Leur forme sera variée et visera nos actifs étatiques et non étatiques, allant des botnets et de l'homme au milieu aux vulnérabilités de type « zero-day » et aux infections de type « zero-click »⁹. À mesure que les développements technologiques prolifèrent et que la sophistication requise pour manipuler ces technologies diminue, l'impact des cyberattaques s'intensifie et multiplie la surface d'attaque, tandis que les vecteurs d'attaque sont également plus nombreux.

À mesure que notre dépendance à l'égard du cyberspace s'accroît, nos identités numériques deviennent importantes, tant en nombre qu'en profondeur. Cela augmentera notre vulnérabilité au niveau individuel, communautaire, institutionnel et national. La sécurité des données deviendra un élément de plus en plus crucial pour une Belgique sûre et fonctionnelle.

Guerre de l'information

Les développements technologiques ont amplifié l'importance des informations et des données dans notre environnement de sécurité. L'information est une ressource qui est et sera de plus en plus utilisée pour déstabiliser les pays, en particulier les démocraties. Bien qu'elles ne soient pas nouvelles, les campagnes de désinformation, les fake news ou les théories du complot sont utilisées pour fragmenter les États occidentaux et polariser l'opinion publique, affaiblissant ainsi nos valeurs et systèmes démocratiques, augmentant la méfiance et le mécontentement à l'égard des systèmes politiques et favorisant les mouvements populistes et nationalistes. La montée des leaders populistes et le soutien croissant à l'autoritarisme numérique dans le monde entier illustrent la pénétration et le succès des opérations d'influence et de la guerre de l'information menées par les États autoritaires. Notre société de l'information, démocratique et ouverte, sera de plus en plus la cible de telles opérations de manipulation de l'information. Les technologies disruptives vont accentuer cette tendance, car la surface et la vitesse opérationnelles sont décuplées par l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique quantique.

Le cerveau humain est le champ de bataille du XXI^e siècle¹⁰: en s'appuyant sur les défauts cognitifs humains tels que le biais de confirmation ou notre paresse intellectuelle naturelle (conduisant à une absence d'esprit critique), la manipulation de l'information via l'environnement informationnel restera un moyen privilégié pour affaiblir nos démocraties. Ces récits, narrations et communication chocs feront partie intégrante de la stratégie opérationnelle dans les conflits futurs.

Espionnage

Le cyberspace et les technologies ouvrent un nouveau champ de possibilités pour les activités de renseignement de nos adversaires contre les intérêts et les institutions belges. Ces activités vont s'intensifier au cours de la prochaine décennie et combiner le renseignement humain et le renseignement cybernétique. Les principales menaces actuelles proviennent des renseignements russes, chinois et iraniens et, dans une moindre mesure, d'autres pays qui ont un intérêt spécifique dans le processus décisionnel européen ou belge. Dans le cas des questions de sécurité liées à la défense, leurs cibles prioritaires sont le personnel impliqué dans les processus décisionnels (politiques, diplomatiques, de sécurité, militaires), les infrastructures critiques liées à l'énergie, aux communications et aux transports, les centres de recherche et de développement de technologies avancées, les universités et les fournisseurs de défense, afin de pouvoir mener des opérations de collecte d'informations, des opérations d'influence, des cyberattaques, des campagnes de désinformation ou de diffusion de fausses nouvelles. L'expansion du télétravail causée par la

⁹ Les cyberattaques ne nécessitent pas d'interaction humaine.

¹⁰ « Mwi Video: The Brain is the Battlefield of The Future – Dr. James Giordano », *Modern War Institute*, 29 octobre 2018.

crise du COVID-19 offre des possibilités supplémentaires de collecte de renseignements, de perturbation et d'intensification des cyberactivités par des acteurs étatiques et non étatiques.

Chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Les armes nucléaires et les stratégies associées resteront un facteur fondamental dans les relations internationales. Les États nucléaires modernisent actuellement ou ont l'intention de moderniser leurs arsenaux, certains d'entre eux en augmentant le nombre de leurs ogives. Au-delà des stratégies nationales et malgré la récente entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, les dix prochaines années seront marquées par plusieurs tendances. Premièrement, de nouveaux types de systèmes (maritimes et hypersoniques) pourraient conduire à des stratégies de première frappe déstabilisantes remettant en cause la stabilité de la dissuasion nucléaire et nécessitant donc sa réassurance. L'abandon des FNI et le déploiement par la Russie de systèmes de missiles de croisière à longue portée ont porté atteinte à la sécurité européenne. Cela pourrait avoir un impact indirect sur la Belgique, car le port d'Anvers (avec Zeebrugge, Rotterdam, Hambourg, Bremerhaven et Dunkerque) constitue une artère logistique essentielle pour l'acheminement et le soutien des renforts des forces alliées opérant en Europe centrale et orientale. Deuxièmement, de nouvelles puissances nucléaires pourraient émerger. Troisièmement, l'utilisation d'armes radiologiques par un acteur régulier ou irrégulier reste une possibilité théorique. Quatrièmement, comme l'a démontré la guerre civile en Syrie, l'utilisation d'armes chimiques, que les acteurs agissent légalement ou non, reste une menace pour les civils et les forces expéditionnaires. L'attaque de Salisbury a également démontré qu'elles peuvent être utilisées dans des opérations clandestines en Europe. L'utilisation d'armes chimiques ou biologiques par des acteurs non étatiques contre la Belgique ou des pays alliés ne peut être exclue. En ce qui concerne la Belgique, son rôle en tant qu'allié de la DCA dans le groupe de planification nucléaire de l'OTAN restera important tant pour notre pays que pour ses alliés et comme moyen permettant de renforcer le multilatéralisme.

Espace

Les progrès technologiques et l'expansion économique des entreprises privées ont façonné le *nouvel espace*¹¹ et ont encouragé l'exploration et l'exploitation de l'espace, un domaine de plus en plus contesté et concurrentiel dans lequel la présence des États est plus importante aujourd'hui qu'à n'importe quel moment dans le passé. L'économie spatiale qui a fleuri ces vingt dernières années va se développer et devenir un enjeu industriel majeur pour la Belgique et ses alliés et partenaires. Nos économies et nos forces armées, ainsi que celles de nos alliés, sont de plus en plus dépendantes de l'espace. Ces tendances se renforceront d'ici à 2030, notamment avec la prolifération des méga-constellations liées aux communications et aux flux de données, à la géonavigation et à l'observation, ainsi qu'à la course aux ressources de l'espace - un domaine d'activités en expansion en raison de la crise climatique et de la nécessité de sécuriser les ressources et les énergies pour garantir notre prospérité économique et notre développement technologique. Un grand nombre d'États disposent ou disposeront de capacités (cybernétiques ou cinétiques) pour cibler les bases de lancement et les centres de contrôle au sol des satellites. Les années 2020 pourraient être celles d'un premier engagement militaire dans l'espace. Parallèlement à cette militarisation de l'espace, les débris spatiaux constituent un risque pour le fonctionnement normal des capacités.

L'espace est également un lieu de coopération, que ce soit pour développer des capacités sur une base bilatérale ou européenne (ESA, satellites MUSIS, constellation Galileo, projet de sensibilisation à la surveillance de l'espace du PESCO) ou pour élaborer de nouvelles politiques.

¹¹ L'émergence d'une industrie spatiale d'initiative privée.

Privatisation de la sécurité

La privatisation de la sécurité a connu une croissance exponentielle au cours des vingt dernières années et continuera sur cette voie d'ici 2030. Les activités des sociétés de sécurité privée, outre leurs tâches logistiques traditionnelles (80 à 90%), telles que l'entretien des espaces verts, le nettoyage, la collecte des déchets et la cuisine, comprennent de plus en plus de missions de sécurité essentielles (10 à 15%), telles que la formation et le conseil militaires et l'intervention militaire directe en appui ou en remplacement des troupes nationales. Ces dernières resteront minoritaires, mais elles se développeront en tant que bras armé de certains gouvernements (comme le groupe russe Wagner), défiant nos forces armées sur les théâtres d'opérations et soulevant des questions difficiles sur les règles d'engagement ou le statut de prisonnier de guerre. Le développement technologique accentuera cette tendance, car des entreprises privées seront chargées de la cybersécurité et les partenariats public-privé dans le domaine de la sécurité se multiplieront.

Piraterie

En raison de son architecture commerciale et économique, la Belgique a un intérêt direct à garantir un passage sûr en mer. Les incidents de piraterie et de criminalités maritimes ont globalement diminué ces dernières années. Toutefois, ces évolutions devront être surveillées de plus près, en particulier à la suite de crises économiques, car les populations locales se livrent souvent à des actes de piraterie en raison de situations socio-économiques difficiles, et ils peuvent également être liés à un fondamentalisme idéologique. Les opérations militaires resteront un élément clé de la lutte contre la piraterie.

Terrorisme et irrégularité

Le terrorisme restera une menace sérieuse pour la sécurité dans le monde entier, y compris en Belgique, car nos adversaires étatiques et non étatiques continueront d'utiliser cette tactique pour déstabiliser la Belgique et/ou atteindre leurs objectifs politiques. Les groupes fondamentalistes islamistes continueront d'utiliser le terrorisme comme une de leurs principales tactiques, Daech et Al-Qaeda étant les deux groupes les plus prolifiques, alimentés par des États faibles ou défaillants. Ces groupes en reconfiguration quasi-constante sont rejoints par des groupes plus petits dans le monde entier. S'ils parviennent à renforcer leur base, ces groupes combineront le terrorisme avec des tactiques de guérilla et de techno-guérilla pour établir des proto-États, en s'appuyant sur des technologies avancées et l'individualisation de la puissance de feu pour y parvenir. Compte tenu de l'instabilité de la situation politique, le retrait futur des contingents de l'OTAN d'Afghanistan augmentera la menace terroriste islamiste à l'avenir.

De plus, en raison du populisme et de la xénophobie, la montée de l'extrémisme de droite ou de gauche pourrait entraîner une augmentation des activités terroristes nationales dans les sociétés occidentales, y compris en Belgique. L'écoterrorisme et le terrorisme anti-technologie devraient également être surveillés de près au cours de la prochaine décennie. Les activités terroristes tireront parti des technologies perturbatrices, soit à des fins de propagande et de recrutement (réseaux sociaux et forums en ligne), soit pour mener à bien leurs activités (cyberterrorisme, opérations militaires). Le développement de la blockchain et des crypto-monnaies pourrait faciliter leur financement, élargissant ainsi leurs plates-formes d'attaques. Les actions dans le cyberspace vont probablement augmenter et inspirer des attaques en Belgique et en Europe, visant les infrastructures et systèmes militaires et civils, les réseaux d'électricité et de communication, le système financier et bancaire, les infrastructures d'approvisionnement en nourriture et en eau.

Criminalité transnationale

La criminalité transnationale continuera de se développer au cours de la prochaine décennie, en utilisant les possibilités offertes par les technologies et l'intersection des forces environnementales et des tendances

démographiques. Lors d'opérations à l'étranger, nos forces armées sont souvent confrontées à des activités criminelles transnationales, notamment le trafic d'armes, les voies de migration illégale, la traite des êtres humains et la production, la contrebande et le trafic de drogues. Dès lors que l'argent collecté permet de corrompre les autorités locales ou de soutenir des groupes terroristes ou insurgés, ces activités constituent une menace pour la sécurité de nos troupes, de nos moyens militaires et de notre population. Ces réseaux criminels, dotés d'importantes ressources financières, exploitent les possibilités offertes par la technologie (cybercriminalité, phishing, ransomware, crypto-monnaies, communication cryptée), et sont souvent liés à des organisations terroristes - qui se financent également en menant des activités relevant de la criminalité organisée.

3. La concurrence entre grandes puissances et la perspective d'une guerre entre grandes puissances

Alors que nous sommes entrés dans le XXI^e siècle en croyant que les guerres entre grandes puissances appartenaient au passé, les années 2020 débutent avec la perspective d'une guerre entre grandes puissances. L'influence occidentale est remise en question et le pouvoir de la Chine s'étend. Des puissances régionales telles que l'UE, l'Inde, la Russie, le Japon et le Brésil se retrouvent dans l'ombre de ce duo de grandes puissances. Si les réunions des pays du BRICS ¹²ont donné naissance à l'idée d'un ordre multipolaire, le fait est que l'économie chinoise éclipse désormais celle de ses autres membres. L'UE reste avant tout un marché économique et commercial aux prétentions géopolitiques hésitantes. Ce glissement de pouvoir est préjudiciable à l'Occident. Ces développements signifient que trois conséquences majeures se profilent désormais à l'horizon 2030. La première réside dans le fait que les pays occidentaux éprouveront beaucoup plus de difficultés à préserver leur sécurité, leur influence et leur prospérité. La seconde est une nouvelle lutte pour la primauté entre la Chine et les États-Unis. La troisième implique une volatilité beaucoup plus grande dans le positionnement des puissances régionales, qui seront plus enclines à profiter de la décadence de la superpuissance précédente pour maximiser leur liberté d'action et leur influence.

Étant donné qu'un degré important de découplage technologique et industriel sera un fait établi quand la Chine sera devenue la plus grande économie du monde, les États-Unis devront compter sur leur avance en matière d'innovation dans les technologies de pointe et sur leur réseau d'alliances pour compenser l'avantage d'échelle de la Chine. Les États-Unis resteront certes impliqués dans les affaires européennes, mais le déplacement du centre de gravité économique vers l'Indo-Pacifique laisse à penser que les États-Unis considéreront de plus en plus l'Europe comme un théâtre d'opérations secondaire. À ce titre, elle interprétera et façonnera ses relations bilatérales avec les alliés européens à travers un prisme façonné par sa concurrence transsectorielle avec la Chine. Étant donné les degrés élevés de dépendance en matière de sécurité et d'interdépendance économique, cela représentera un défi important pour l'Europe dans son ensemble.

Jamais depuis l'époque de l'Union soviétique, le renforcement militaire en Eurasie n'a été aussi rapide et redoutable. Même si la Chine reste le centre de gravité de la région, de nombreux pays d'Eurasie, comme la Russie et l'Iran, poursuivent un objectif similaire, à savoir saper la prédominance américaine et renforcer leur liberté d'action militaire depuis le continent eurasiatique jusqu'à ses rives maritimes. Ils vont donc augmenter leur nombre de missiles guidés conventionnels, moderniser leurs forces conventionnelles et renforcer leur dissuasion nucléaire dans le cas des États dotés de l'arme nucléaire. Cette puissance militaire restera un parapluie sous lequel ils mèneront des opérations hybrides, bien conscients que les pays occidentaux renonceront à des contre-mesures substantielles, étant donné qu'ils tiennent compte du risque d'escalade dans un conflit à part entière. Cela implique notamment que l'Europe perdra ses avantages militaires dans son voisinage. De plus, l'attention militaire américaine continuera inévitablement de se porter sur la région indo-pacifique. Cela ne signifie pas qu'elle renoncera à sa présence en Europe, mais elle sera plus modeste et si les tensions dans la région indo-pacifique augmentent, les capacités seront inévitablement réorientées et exposeront les pays européens à l'affirmation de puissances régionales dans son voisinage.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine conduit également à une situation dans laquelle la Chine tentera de protéger ses intérêts mondiaux de manière indépendante. La Chine continuera de développer des capacités de projection de puissance globale comme celles des États-Unis, notamment le transport maritime, le transport aérien stratégique, les bombardiers à longue portée, etc. La Chine et la Russie multiplieront les exercices pour accroître leur marge de manœuvre et leur mobilité transrégionales. La lente construction par la Chine d'un réseau de centres de soutien et de bases à l'étranger va se développer, avec une vision à long terme visant à accroître sa présence en Méditerranée, en Afrique, dans l'Atlantique, en Amérique latine et en Europe même.

¹² Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

La compétition sino-américaine accélère la modernisation des technologies militaires, au point que les pays européens peinent à suivre le rythme. Les plates-formes européennes seront de plus en plus exposées aux systèmes de missiles, aux mines marines avancées et à la guerre électronique et numérique. Cette montée en puissance qualitative est complétée par une montée en puissance quantitative. La technologie et les systèmes avancés sont des facilitateurs des efforts traditionnels pour déployer des militaires sur le terrain. La technologie peut aider à gagner les guerres modernes, mais in fine, la guerre se gagne en gagnant des territoires ou en empêchant les autres de le faire. La manœuvre de masse reste importante.

Les visions des grandes puissances en matière de conduite de la guerre mettent l'accent sur la puissance de feu à longue portée, les véhicules de combat aériens sans pilote et à longue portée et les véhicules de combat sous-marins, ainsi que sur les domaines de l'espace, du cyberspace et des grands fonds marins. Elles sont dirigées contre des cibles militaires et politiques de grande valeur. Ces capacités sont développées pour détruire les infrastructures critiques, telles que les ports, les centrales électriques, les centres de communication et les centres de gouvernement au début d'un conflit, voire même de manière préventive. Elles représentent un défi pour la capacité de survie des réseaux européens de commandement, de contrôle et de renseignement. La Belgique restera une cible stratégique évidente pour la Russie et la Chine, avec des ports cruciaux, des infrastructures énergétiques et des sièges d'organisations internationales, et pratiquement aucune capacité de défense aérienne et antimissile. Son ouverture aux opérations d'influence et à la guerre de l'information, sa dépendance à l'égard des normes et règles internationales et sa négligence relative du contre-espionnage - si on la laisse perdurer - rendront la Belgique de plus en plus vulnérable à l'utilisation de moyens hybrides par les grandes puissances.

D'ici à 2030, le retour d'une perspective de conflit entre grandes puissances va élargir le spectre de la violence. Si les conflits de faible intensité et les menaces non traditionnelles subsisteront, les forces armées européennes devront également se préparer à des scénarios de haute intensité. En outre, la haute et la basse intensité se mélangeront de plus en plus. Il conviendra de répondre à de nombreuses menaces de faible intensité dans un contexte de grandes puissances ambitieuses et lourdement armées. De nombreux petits conflits seront probablement tranchés à l'aide d'armes avancées fournies par les grandes puissances. La charge qui pèse sur les pays européens pour préserver la sécurité de leurs soldats et leur liberté d'action n'a probablement jamais été aussi importante.

Maintenant que Moscou s'est enfermé dans une logique de confrontation, un changement est peu probable sous le régime russe actuel, qui pourrait ne pas changer avant 2036. Les troubles internes pourraient s'intensifier en raison de l'augmentation des troubles sociopolitiques. Bien que cela soit peu probable, le président Poutine pourrait se retirer à l'avenir et faire en sorte que l'un de ses fidèles prenne la relève, tout en restant dans les coulisses comme dirigeant *de facto*. Nous ne pouvons pas davantage exclure la possibilité que les élites nationales se fractionnent et conduisent le pays à l'instabilité.

En Chine, si le président Xi reste au pouvoir au cours de la prochaine décennie, nous ne devons pas nous attendre à des changements majeurs dans l'orientation de la politique étrangère et de défense chinoise. Nous ne pouvons toutefois pas exclure que les divisions claniques au sein du PCC conduisent à l'éviction du président Xi, ou que le PCC lui-même se fracture et perde son leadership politique. Les relations entre l'UE et la Chine ont évolué vers une rivalité, la Chine poursuivant ses intérêts mondiaux de manière affirmée. L'impact sur les intérêts de la Belgique et de l'UE ne peut qu'augmenter, quelle que soit l'évolution de la politique intérieure de la Chine. L'avenir de la relation dépendra également de la manière dont l'UE, et donc la Belgique, traitera des questions telles que les droits de l'homme (Xinjiang, Hong Kong), Taïwan, la mer de Chine méridionale et notre dépendance vis-à-vis de la Chine pour nos industries/secteurs stratégiques. Si les relations entre les États-Unis et l'UE s'amélioreront dans les années à venir, une victoire populiste aux prochaines élections présidentielles américaines n'est pas à exclure, ce qui pourrait entraîner de nouvelles tensions dans la relation transatlantique. Enfin, la concurrence ne signifie pas que la coopération soit impossible en ce qui concerne les intérêts communs et les menaces telles que la stabilité économique mondiale ou le changement climatique.

4. Environnements régionaux instables

Relations transatlantiques : Royaume-Uni et États-Unis

Après le Brexit en 2020, le Royaume-Uni a reconfiguré sa relation avec le continent européen et le reste du monde. Sa politique étrangère émergente s'articule autour (a) du vaste programme « Global Britain » (b) d'un engagement de sécurité durable envers ses alliés européens, articulé autour de l'OTAN et (c) de la recherche permanente d'une relation économique viable avec ses partenaires commerciaux de l'UE. À l'horizon 2030, le Royaume-Uni se présentera simultanément comme un partenaire de sécurité et comme un modèle politique et économique alternatif à l'UE. En s'appuyant sur les avantages comparatifs d'une prise de décision flexible et de prouesses en matière de technologie et d'innovation, le Royaume-Uni pourrait surprendre par sa capacité relative à prospérer en dehors de l'UE. L'intérêt de la Belgique dans ses relations avec le Royaume-Uni consiste donc à préserver la coopération en matière de sécurité tout en évitant que les relations entre l'UE et le Royaume-Uni ne dégénèrent en acrimonie politique et en conflits commerciaux.

La polarisation interne de la société américaine, combinée à la contestation de son leadership mondial, notamment par la Russie et la Chine, posera de plus en plus de défis considérables à son réseau d'alliances couvrant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Indo-Pacifique : les États-Unis seront de moins en moins capables d'assumer seuls les nombreuses exigences de sécurité que ces alliances génèrent.

Pour la Belgique en particulier, il sera difficile de rester en dehors de la ligne de mire de la concurrence entre les États-Unis et la Chine. Cela résulte naturellement du fait que les États-Unis constituent de loin le plus important partenaire commercial et d'investissement de la Belgique en dehors de l'UE.¹³ De même, cela découle logiquement de la position centrale de la Belgique et de son statut de plaque tournante dans toutes sortes de réseaux (notamment ceux liés aux infrastructures numériques, aux communications mondiales et aux transactions financières). Pour autant que les États-Unis demeurent attachés à l'idée d'unité européenne, l'implication pratique est un besoin croissant de remédier au manque d'équilibre au sein de l'OTAN et de travailler à l'alignement de l'UE et des États-Unis sur la mise à jour des règles du commerce mondial. Alors que la première consiste à échanger des investissements accrus dans le domaine de la défense contre davantage de responsabilités, la seconde vise à ne pas exclure la Chine en tant que telle, mais à l'obliger à respecter les règles du jeu sur un pied d'égalité. En fin de compte, cette opération d'équilibrage repose sur l'appréciation du fait que la garantie de sécurité américaine revêt une importance critique pour l'équilibre européen lui-même.

Europe de l'Est et Balkans

La région orientale de l'Europe, qui englobe plusieurs pays européens, dont la Biélorussie, la Hongrie, la Serbie, la Grèce et Chypre, affiche une tendance à la couverture tacite entre l'Ouest et l'Est, et une partie de l'élite de certains de ces pays considère le capitalisme d'État et l'autoritarisme de l'Est plus attrayants que la démocratie libérale de l'Ouest. Étant donné que la Russie recherche une zone tampon entre son territoire et l'Occident, la situation en Ukraine et au Belarus restera très instable, car la Russie poursuivra ses actions subversives au cours de la prochaine décennie pour affaiblir l'OTAN et l'UE. La présence chinoise dans la région par le biais de « l'initiative 17+1 » sera également un facteur de déstabilisation pour l'unité de l'UE, et pour l'UE en tant qu'acteur mondial au niveau systémique.

Dans les Balkans occidentaux, l'instabilité politique et les tensions interethniques persistantes continueront longtemps à ralentir les processus de réforme politique et économique et auront un impact négatif sur les relations régionales. L'intégration à l'UE restera probablement le principal objectif politique, quels que soient

¹³Après le Brexit, les États-Unis occupent désormais la 4^e place parmi les partenaires commerciaux de la Belgique (après l'Allemagne, la France et les Pays-Bas), pour les données, voir <https://www.abh-ace.be/>. Il convient de souligner que les exportations belges vers les États-Unis sont plus de trois fois supérieures à celles vers la Chine, et que la balance commerciale avec les États-Unis est traditionnellement favorable à la Belgique (alors que celle avec la Chine est favorable à la Chine).

les partis politiques au pouvoir. Toutefois, la probabilité d'y parvenir à court ou moyen terme est faible. La corruption demeurera un problème récurrent dans la société et le crime organisé continuera de prospérer. Compte tenu de la convergence d'un certain nombre d'intérêts politiques et économiques, la lutte contre ces deux phénomènes sera lente et difficile. L'évolution de la structure démographique de la région influencera les relations interethniques et devra être suivie de près. Étant donné que les perspectives d'adhésion à l'UE restent vagues, cela pourrait favoriser les mouvements nationalistes, qui alimentent traditionnellement la polarisation ethnique et les aspirations séparatistes. Bien qu'il soit peu probable que des conflits armés entre États se produisent d'ici à 2030, la forte probabilité de violences interethniques internes reste une menace, car cela pourrait entraîner des flux migratoires vers l'UE. Plusieurs acteurs internationaux (Russie, Chine, Turquie, monarchies du Golfe, Iran), chacun dans un registre différent, pourraient exploiter les divisions et les vulnérabilités régionales afin de maintenir ou d'étendre leur influence et/ou d'utiliser les acteurs régionaux comme mandataires pour des actions hybrides contre les intérêts européens.

Le Caucase et la Turquie

Dans le Caucase, l'instabilité perdurera. Les questions économiques (il s'agit d'une région de transit pour de nombreux pipelines), les tensions ethniques, l'influence de pays comme la Turquie, la Russie, l'Iran et Israël, continueront de déstabiliser la région dans les années à venir. Cela pourrait avoir un impact sur la sécurité de l'UE dans la région de la mer Noire et sur le transit du pétrole et du gaz vers l'UE.

L'affirmation et l'imprévisibilité de la Turquie persisteront, augmentant les risques que sa rhétorique et ses actions provoquent déjà en Méditerranée orientale, dans la mer Égée, en Afrique du Nord, dans le Caucase et dans les Balkans occidentaux. Le pays cherche à s'imposer, passant du statut d'allié ou de partenaire à celui de concurrent, voire de rival, tant au sein de l'OTAN que dans ses relations avec l'UE. En Afrique, Ankara poursuivra des intérêts géopolitiques évidents, en concluant des accords avec la Russie et/ou l'Iran, défiant ainsi les Américains, les Israéliens et les Européens. En Turquie, la question kurde est et restera centrale. Dans le nord de la Syrie et en Irak, Ankara prendra toutes les initiatives nécessaires pour empêcher le PKK et ses mandataires de contrôler les zones situées le long de sa frontière méridionale et continuera à utiliser les réfugiés et l'énergie comme une arme dans ses relations avec l'Europe. Ankara continuera également de développer ses capacités de renseignement, militaires et industrielles, tout en utilisant les outils du soft power (institutions parrainées par l'État et des ONG actives dans les domaines de l'éducation, de la religion, de l'aide humanitaire, des affaires, de la recherche universitaire et des médias), ainsi que ses nombreuses diasporas dispersées en Europe, dans des pays comme la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. La Turquie va très probablement intensifier ses activités de désinformation et de propagande à l'égard de l'UE et des gouvernements de ses États membres, en ciblant ses diasporas, mais également les pays, régions ou villes où vivent d'importantes communautés musulmanes. Enfin, la Turquie continuera très probablement à développer ses capacités de guerre non conventionnelle (groupes paramilitaires, groupes mandataires, y compris les organisations terroristes).

La Méditerranée

L'Afrique du Nord et le Levant continueront à connaître de très graves troubles sociétaux et une instabilité politique au cours de la prochaine décennie. Ce que l'on appelle le « printemps arabe » n'a pas modifié de manière significative les facteurs structurels à l'origine de ces bouleversements, qui consistent principalement en une population jeune et croissante confrontée à un environnement économique dans lequel les opportunités économiques sont très limitées et en des demandes de plus de liberté politique et de processus démocratiques. Il est peu probable que le conflit israélo-palestinien soit résolu d'ici 2030. Plusieurs régimes de la région resteront soit autocratiques et/ou ineptes dans leurs relations avec la majorité de leurs peuples, comme l'Algérie et l'Égypte. Dans d'autres pays comme la Libye ou la Syrie, les guerres civiles et les luttes de pouvoir (extra-)régionales continueront de faire rage. À la suite des troubles des années 2010 et des interventions occidentales, le terrorisme, les déplacements internes de population et les migrations sont

devenus des problèmes de sécurité majeurs qui affectent directement la stabilité européenne. De plus, si nous examinons les perspectives à l'horizon 2030, la combinaison de la croissance démographique, du manque d'opportunités économiques, de l'érosion de la sécurité humaine et du népotisme, pourrait être aggravée par le changement climatique. Cela exercera une pression supplémentaire sur les ressources et pourrait entraîner des crises de sécurité ultérieures. Ce qui se passe en termes de sécurité en Afrique du Nord et au Levant présente un intérêt direct pour les pays européens.

En termes de sécurité énergétique belge, de nouvelles opportunités de coopération peuvent également se présenter avec les pays de la région en ce qui concerne le gaz naturel, dont de nouveaux gisements sont découverts dans les ZEE de plusieurs pays. Ces nouveaux gisements vont cependant accroître les rivalités existantes ou en créer de nouvelles.

Afrique sub-saharienne

Des forces structurelles poseront des défis à l'Afrique au cours des prochaines décennies : un défi démographique majeur et une urbanisation accrue ; le changement climatique et l'insécurité alimentaire qui en découle ; l'expansion des réseaux extrémistes violents et, en lien avec cette dernière, davantage d'interventions d'acteurs extérieurs ; un autoritarisme croissant entraînant davantage de soulèvements populaires et de risques de guerres civiles. Tous ces défis risquent à leur tour d'entraîner un nombre de plus en plus élevé de populations déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés, dans des contextes marqués par une pauvreté généralisée et la récession économique induite par le COVID-19. L'Afrique est confrontée à un défi démographique majeur, une partie importante de la population étant âgée de moins de 25 ans, ce qui soulève des questions urgentes sur la capacité du continent à absorber des millions de nouveaux arrivants sur son marché du travail. Le continent africain connaît déjà un chômage massif des jeunes et un recours généralisé aux emplois précaires. Cette situation pourrait entraîner des soulèvements sociaux et une mobilité forcée, notamment dans les États et les régions caractérisés par un autoritarisme croissant. Une croissance démographique massive s'accompagne d'une urbanisation rapide.

L'Afrique risque d'être touchée de manière disproportionnée par le changement climatique en raison de sa faible capacité d'adaptation, de sa forte dépendance à l'égard des produits agricoles pour ses moyens de subsistance et de ses systèmes de production agricole moins développés. Pour l'Afrique subsaharienne en particulier, l'augmentation des températures devrait être supérieure à l'augmentation de la température moyenne mondiale. Cela aura des effets néfastes sur des secteurs sensibles comme l'agriculture, qui emploie 60 % de la population africaine. Les sécheresses, les inondations et les criquets pèlerins sont des incidents liés au changement climatique et perturbent la production alimentaire à grande échelle, contribuant à l'insécurité alimentaire.

L'expansion rapide de l'extrémisme violent sur le continent va se poursuivre, en s'intensifiant dans les zones pauvres où les institutions publiques sont incapables de fournir des services de base comme les soins de santé et la sécurité. La région du Sahel restera l'une des plus touchées par le terrorisme sur le continent, via des groupes tels qu'Al-Qaïda et les groupes liés à Daech. L'extrémisme violent dans l'est de la RDC et au Mozambique risque de s'intensifier, étant donné l'ampleur de la gouvernance défailante, de la pauvreté et des griefs dans cette région, tandis qu'Al-Shabaab en Somalie continuera de déstabiliser le pays. Les groupes extrémistes se développent en partie en raison de leurs liens avec les réseaux criminels locaux et transnationaux, qui facilitent divers types de trafic, et en partie en raison du manque d'autorité et de contrôle de l'État dans les régions frontalières. Le bilan mitigé des forces de sécurité locales en matière de droits de l'homme continue de saper les efforts visant à répondre efficacement à ces réseaux et à décourager le recrutement. L'expansion de l'extrémisme violent renforcera la présence d'acteurs militaires extérieurs, en particulier dans la région du Sahel, étant donné sa situation géostratégique en tant que plaque tournante pour le transit des réfugiés vers l'Europe. La présence de la Chine et de la Russie va s'accroître, à l'instar des initiatives antiterroristes des acteurs occidentaux et locaux.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient restera un théâtre géopolitique et géostratégique complexe. L'instabilité permanente, la croissance démographique, le manque de perspectives économiques et les changements géo-économiques fondamentaux, ainsi que le changement climatique, constituent quelques-uns des principaux moteurs du changement. La religion restera un outil discursif pour l'engagement politique. Les instabilités structurelles créées par les guerres en Irak, en Syrie et au Yémen subsisteront probablement d'ici 2030, entraînant de nouvelles migrations et des déplacements internes.

Dans ce contexte d'imprévisibilité permanente, la concurrence régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran continuera de façonner la géopolitique de la région. Le modèle économique de l'Arabie saoudite, fondé sur le pétrole, continuera de s'éroder. La population jeune de l'Iran et les gisements de gaz naturel du pays pourraient très bien lui donner de meilleures cartes dans les prochaines décennies. La Turquie s'affirmera comme une troisième puissance alternative dans la région.

La zone reste d'intérêt pour la Belgique et l'Europe pour des raisons géo-économiques, géopolitiques et géostratégiques. La radicalisation religieuse, sous quelque forme que ce soit, constitue une menace pour la sécurité de pays tels que la Belgique.

Des pays comme le Qatar ou Israël pourraient gagner en importance géoéconomique d'ici 2030, car le gaz naturel deviendra relativement plus important que le pétrole dans la stratégie de diversification énergétique.

Le golfe d'Aden est un lieu stratégique en raison de sa localisation. Il est la porte d'entrée du Canal de Suez vers les territoires européens et restera vital pour la liberté de navigation et la sécurité des échanges. Comme le démontre sa base de soutien à Djibouti, l'empreinte économique et politique de la Chine va s'accroître, déplaçant ainsi les sphères d'influence.

La sécurité humaine est faible dans la région, et le faible développement socio-économique ainsi que les conflits futurs ne feront que l'éroder davantage. Ils créeront également des vagues de migration et de déplacement interne et aggraveront les phénomènes d'enlèvements avec rançon et de trafic d'êtres humains constatés. Le changement climatique aggrave encore la situation générale.

Asie centrale et du Sud

Coincés entre la Chine et la Russie et faisant l'objet d'une concurrence entre ces deux puissances, essentiellement, soucieuses d'étendre leur sphère d'influence, les pays d'Asie centrale seront de plus en plus connectés à l'économie mondiale, principalement grâce à l'initiative chinoise Ceinture et Route (Nouvelle route de la soie), qui leur confère un lien clé vers les marchés européens. La corrélation entre la diversité ethnique et religieuse et le changement climatique pourrait entraîner des conflits pour des ressources telles que l'eau ou la nourriture. L'intérêt et l'impact sur la Belgique sont toutefois minimes. Plus à l'est, la Mongolie pourrait devenir un pivot géo-économique pour les développements technologiques en raison de ses riches ressources minières.

La sécurité et la géopolitique régionales continueront d'être dominées par les développements en Afghanistan et dans le triangle géopolitique Pakistan-Inde-Chine. L'adversité entre l'Inde et le Pakistan, d'une part, et la concurrence entre l'Inde et la Chine, d'autre part, continueront de contrecarrer toute tentative d'intégration régionale. En raison de sa croissance économique et de ses importants investissements technologiques, l'Inde sera un partenaire crucial pour les pays de l'UE, dont la Belgique. L'Asie du Sud est une des économies dont la croissance est la plus rapide au monde, tout en restant très fragmentée en termes d'intégration économique régionale. Un conflit ouvert entre l'Inde et le Pakistan ou entre l'Inde et la Chine est une possibilité, avec des répercussions mondiales en raison de son potentiel nucléaire. Les dépenses militaires de tous les pays vont augmenter en termes d'effectifs et d'équipements. Il est peu probable que le Pakistan mette un frein à ses groupes terroristes anti-indiens et la montée des politiques nationalistes en Inde déstabilisera davantage la situation.

En Afghanistan, le retrait des troupes internationales prévu d'ici septembre 2021 affaiblira le gouvernement afghan et donnera aux talibans l'occasion de prendre davantage le contrôle des provinces du sud-est, même s'il est peu probable qu'ils parviennent à prendre le contrôle de l'ensemble du pays. Dans cette situation, le pays serait encore plus fragmenté selon des lignes ethniques, linguistiques et religieuses, les seigneurs de guerre assurant l'essentiel de la gouvernance et de la sécurité dans le Nord. S'il est peu probable que le territoire taliban serve de sanctuaire à la branche de l'État islamique (EI) au Khorasan, le contexte sécuritaire instable permettrait à cette dernière d'y accéder et de développer une plus grande emprise dans la région. Un retrait des États-Unis et de l'OTAN d'Afghanistan profitera à l'agenda d'Al-Qaïda. De plus, les importantes ressources minières du sous-sol afghan, parmi lesquelles le lithium, feront de l'Afghanistan le théâtre d'une concurrence géoéconomique féroce entre les principaux acteurs mondiaux dans le domaine technologique pour le contrôle des ressources minières - des acteurs étatiques tels que la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, mais également des acteurs privés, y compris, mais sans s'y limiter, les GAFAM et BATX, ou les CSP - ce qui contribuera à déstabiliser davantage le pays et à accroître la corruption et le trafic de drogue déjà endémiques.

Le changement climatique aura un impact terrible, plus important que dans la plupart des régions : augmentation des températures, sécheresses sévères, événements climatiques catastrophiques, inondations, glissements de terrain, entraînant des déplacements de population, des pénuries d'eau et de nourriture, des maladies, des conditions humaines globalement désastreuses. La pauvreté et les inégalités perdureront dans les pays d'Asie du Sud, érodant la sécurité humaine. Les situations économiques difficiles, causées par les conséquences du changement climatique et les aggravant, entraîneront des déplacements massifs de population au sein de la région, mais également vers l'Europe, car le continent européen continue d'être considéré comme offrant des opportunités économiques et comme l'une des régions les moins touchées par le changement climatique.

Asie de l'Est

D'ici 2030, la Corée du Nord pourrait disposer de capacités nucléaires complètes, y compris de missiles balistiques lancés par sous-marin. Cet arsenal nucléaire, capable d'atteindre le continent américain, va encore accroître les tensions dans la péninsule et faire reculer la possibilité d'un accord. Dans ce contexte, la Corée du Sud renforcera sa politique d'ouverture à la Corée du Nord afin d'éviter une guerre totale contre un adversaire doté de l'arme nucléaire. Selon toute vraisemblance, la péninsule coréenne maintiendra son statu quo actuel : la Corée du Nord restera isolée et dotée de l'arme nucléaire. L'unification de la péninsule est hautement improbable, même si elle ne doit pas être exclue. Une autre possibilité réside dans l'effondrement du pays, qui pourrait être causé par la mort soudaine du dirigeant actuel, par exemple. Ce scénario entraînerait une catastrophe humanitaire et conduirait à des interventions sud-coréennes, américaines et chinoises dans le pays, surtout pour sécuriser son arsenal nucléaire dans un contexte de guerre civile. Si la péninsule coréenne n'est pas vitale pour les intérêts belges, il est néanmoins important de conserver à l'esprit les éventuelles retombées suivantes : un acte d'agression contre la Corée du Sud par son voisin du Nord impliquerait les États-Unis, en raison de l'alliance Séoul-Washington. Un acte d'agression dirigé contre le territoire américain impliquerait l'OTAN en vertu de l'article 5.

L'Asie de l'Est abrite les puissances technologiques mondiales en plein essor. Séoul, Tokyo et Pékin resteront les principaux investisseurs de l'Asie dans le domaine de la robotique et de l'automatisation, ce qui les placera à l'avant-garde de la course à l'IA, notamment sur des questions essentielles telles que la gestion et la protection des données, les changements sur le lieu de travail et l'application à des usages militaires. Compte tenu de l'avancée technologique de ces pays, il est probable que leur concurrence s'exercera également dans le domaine cybernétique, avec un effet de contagion potentiel au niveau mondial. La montée du nationalisme, alimentée par des griefs historiques mutuels, compliquera la situation géopolitique et sécuritaire en polarisant davantage les contextes politiques et sociaux. Les différends territoriaux maritimes et l'augmentation des dépenses et du développement de la puissance militaire dans tous les pays empêcheront la stabilisation de la région et accroîtront les tensions et la méfiance entre les acteurs

régionaux, y compris les États-Unis. Le vieillissement de la population constituera un défi, avec une espérance de vie croissante et un faible taux de natalité. La situation socio-économique nécessitera des investissements publics plus importants dans le système de protection sociale. Le changement climatique, l'insécurité alimentaire accrue et la pénurie d'eau entraîneront des situations socio-économiques instables.

Asie du Sud-Est et Océanie

La région de l'Asie du Sud-Est est cruciale pour l'économie mondiale. Elle abrite les routes maritimes les plus fréquentées du monde (importance du Détroit de Malacca et de sa sécurité). La région abrite plusieurs économies émergentes et restera cruciale pour la stabilité économique et la prospérité de la Belgique en termes de sécurité des routes commerciales. Bien que la région ne dispose d'aucun type de mécanisme de sécurité collective, les conflits ouverts sont peu probables en raison de l'interdépendance économique croissante entre les pays de l'ANASE. Les pays d'Asie de l'Est continueront de faire face à leur concurrence de manière pragmatique afin d'éviter les retombées négatives sur leurs économies nationales. Néanmoins, la concurrence géopolitique dans la région sera probablement intense entre les acteurs régionaux. Les revendications territoriales et maritimes en mer de Chine méridionale et la politique d'une Chine Unique présentent un potentiel hautement déstabilisant. La Chine sera de plus en plus affirmative, voire agressive, dans ses revendications territoriales, y compris à l'égard de Taïwan. Compte tenu des alliances de sécurité et de défense conclues par plusieurs pays avec les États-Unis dans la région, un conflit ouvert pourrait impliquer les États-Unis et avoir un impact sur les relations transatlantiques. De plus, une mer de Chine méridionale en proie à des conflits déstabiliserait l'économie mondiale, étant donné l'importance cruciale des lignes de communication maritimes dans la région.

En Océanie, l'influence de la Chine continuera de croître au cours de la prochaine décennie. Bien que la relation avec l'Australie se soit détériorée depuis au moins 2018, l'influence chinoise dans les îles du Pacifique Sud a augmenté, les intérêts de la Chine se concentrant sur les stocks de poissons, les réserves potentielles de matières premières dans les fonds marins, les routes maritimes et l'isolement de Taïwan au niveau international. La Chine est également intéressée par l'établissement d'une base militaire potentielle dans la région. Bien que la Belgique n'ait pas d'intérêts directs dans la région, à l'exception des échanges économiques avec l'Australie et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande, les alliés de la Belgique, notamment Washington, Londres et Paris, ont des intérêts régionaux.

Amérique du Sud et centrale

L'Amérique du Sud et la région des Caraïbes constituent une zone géopolitique plus éloignée en termes d'intérêts belges. Néanmoins, le continent est et restera l'objet d'une compétition géoéconomique et géostratégique entre les États-Unis et la Chine. Cette rivalité s'accroîtra au cours de la prochaine décennie, ce qui affectera les options de politique extérieure des pays européens. La montée du populisme dans certains de ces pays d'Amérique du Sud, comme le Brésil et le Venezuela, pourrait les rendre plus sensibles à l'influence globale de la Chine, qui pourrait à son tour détourner l'activité économique de l'Europe vers l'Asie.

Avec l'importance croissante des énergies renouvelables, la région de l'Amérique du Sud et centrale deviendra plus importante pour la diversification énergétique de la Belgique, en raison de la présence de minerais tels que le lithium, le cuivre ou l'argent, entre autres.

La région abrite des goulets d'étranglement commerciaux vitaux, tels que le canal de Panama, qui nécessiteront une surveillance étroite et une collaboration avec nos partenaires pour garantir leur sécurité. La sécurité économique sera également renforcée par le développement de la coopération économique maritime, comme les efforts du port intégré (bientôt complet) d'Anvers-Bruges avec plusieurs ports, par exemple au Brésil.

En outre, l'Amérique du Sud constitue l'un des fronts les plus importants en termes de lutte de l'humanité contre la dégradation de l'environnement et la diminution rapide de la biodiversité. Suite à l'augmentation générale de la criminalité transnationale organisée, les risques de sécurité posés par les réseaux criminels transnationaux tels que les cartels de la drogue colombiens dans la région d'Anvers vont augmenter et devront être combattus.

Arctique

Les nouvelles réalités climatiques offrent des opportunités géostratégiques et géoéconomiques dans la région arctique. De l'Alaska aux îles Sakhaline, une nouvelle ceinture énergétique potentielle (gaz et pétrole) pourrait se former. La grande majorité des ressources se trouvent dans les ZEE des cinq pays limitrophes. L'exploitation pétrolière et gazière dans la région est encore limitée en raison des investissements financiers, des conditions climatiques et du manque actuel de rentabilité dû au prix du gaz et du pétrole, ainsi que du développement du pétrole et du gaz de schiste. D'autres matières premières sont présentes en quantités importantes : diamant, manganèse, cuivre, cobalt, or, phosphate, nickel, aluminium et uranium, gallium, indium, entre autres. La région est très poissonneuse et présente des opportunités pour des routes maritimes supplémentaires. D'ici 2030, les routes navigables 2 à 3 mois par an pourraient devenir accessibles durant 3 à 6 mois. Toutefois, il est peu probable que les nombreux obstacles sur ces deux routes, nord-ouest et nord-est, soient surmontés d'ici 2030 ; à plus long terme, cela pourrait changer si la fonte de la calotte glaciaire arctique se poursuit sur une longue période. Pour la Belgique, le développement actuel des routes maritimes reste économiquement très limité : les routes maritimes via le Nord en provenance d'Asie seront potentiellement attractives à l'avenir, mais uniquement si toutes les conditions économiques et environnementales sont réunies. Cette évolution est particulièrement importante pour la Russie, pour qui les avantages économiques actuels et futurs causés par la fonte de la calotte glaciaire arctique se transformeront en davantage de ressources pour soutenir les investissements militaires. De plus, le renforcement militaire actuel de la Russie dans l'Arctique pourrait entraîner une militarisation accrue des États membres de l'UE ou de l'OTAN. La Chine accroît également son emprise dans la région, via un partenariat avec la Russie pour l'exportation de gaz. L'évolution du Groenland doit être suivie de près, en particulier le rôle de la Chine sur le territoire, son intérêt pour les matières premières et le rôle militaire potentiel de la Chine dans la région.

Conclusion

La sécurité et la stabilité régionales, mais aussi systémiques se sont détériorées au cours de la dernière décennie. Pour la décennie 2020-2030, nous pouvons nous attendre à ce que certains mécanismes de gestion aient été mis en place pour faire face à des forces structurelles allant des pandémies aux technologies perturbatrices en passant par le changement climatique et la démographie. La prochaine décennie sera également marquée par tous les types de conflits - cinétiques et non cinétiques. Ces conflits incluront, selon toute vraisemblance, des confrontations indirectes et directes entre grandes puissances ; un environnement géopolitique et géoéconomique instable signifie que les puissances régionales sont susceptibles d'être également parties aux conflits.

L'hyperconnectivité du monde est tant une opportunité qu'une force déstabilisante. De manière plus significative, la polarisation des sociétés va accroître le tribalisme au sein des groupes sociaux - et vice-versa dans un cercle vicieux ; elle va également favoriser les conditions permettant de remettre en question la légitimité et l'autorité des gouvernements et des institutions politiques, tant dans les démocraties que dans les régimes autoritaires. La contestation du pouvoir politique et des mécanismes de gestion de la sécurité au niveau international se poursuivra au sujet des normes, des standards et des institutions, érodant le multilatéralisme et encourageant les actions unilatérales et le recours à la force comme mécanisme légitime d'action politique.

Dans cet environnement sécuritaire qui se détériore, la Défense devra s'adapter et se préparer à des conflits de faible et de haute intensité ; elle devra être équipée pour faire face à des acteurs étatiques et non étatiques sur des théâtres d'opérations rendus de plus en plus complexes par l'urbanisation, le changement climatique, les technologies nouvelles et abordables, entre autres forces.

Pourtant, avec des ressources et des capacités limitées, la Défense belge ne peut prendre tous ces éléments en considération. Nous pensons donc que l'accent doit être principalement mis sur les priorités suivantes :

- La compétition entre grandes puissances et la possibilité d'une guerre peuvent nécessiter l'engagement de la Belgique avec ses alliés dans des conflits cinétiques de haute intensité.
- La situation sécuritaire, politique, socio-économique et environnementale de la région MENA peut nécessiter une gestion active des crises.
- Les attaques croissantes contre les sociétés occidentales visant à accroître la polarisation, notamment par l'utilisation de technologies perturbatrices et de la guerre de l'information, appellent à un rôle accru de la Défense belge dans ces domaines.
- Garantir la sécurité maritime (commerce maritime, câbles sous-marins, conduite d'activités militaires seuls ou avec nos alliés) reste vital pour la sécurité et la prospérité économique de la Belgique.
- La crise climatique et ses effets multiplicateurs auront un impact croissant sur l'environnement sécuritaire de la Belgique et doivent être au centre de notre réflexion stratégique.
- De même, les technologies disruptives et leurs effets globaux sur nos vies continueront d'être une force déstabilisante, qui sera utilisée par nos adversaires pour affaiblir l'État belge et la société belge.

Environnement de sécurité 2021-2030



Source photo : DG StratCom

Editeur responsable : Ludivine Dedonder, Ministre de la Défense

Rue Lambermont 8
1000 Bruxelles



www.defence-institute.be

